

MUSEU DA PESSOA

História

Sidiki Abdoul Daff

História de: [Sidiki Abdoul Daff](#)

Autor: **Museu da Pessoa**

Publicado em: 05/07/2010



Tags

- [Memória de Habitantes](#)
- [FUS FUM](#)

História completa

P - Bonjour. Alors, sil te plaît, tu me dis ton nom complet, le lieu et la date de naissance.

R - Je suis Sidiki Abdoul Daff, je suis né le 26 juin 1955 à Kanel, qui se trouve au nord du Sénégal. Jhabite à Guédiawaye, qui est une banlieue de Dakar.

P - Et là tu travailles avec une organisation, cest quelle organisation et quel est ton rôle dans lorganisation?

R - Moi, je suis le coordinateur du Cerpac, qui veut dire le Centre de Recherche Populaire pour lAction Citoyenne, qui est en fait un réseau

d'organisation d'habitants qui cherche un système de capacitation et aussi un système de mise en réseau, à renforcer la parole des habitants, à les aider à construire leurs propres paroles pour faire face aux défis du quotidien, particulièrement aux défis du monde urbain, très complexe au Sénégal.

P - Peut-être tu peux nous donner plus de détails sur les questions urbaines au Sénégal, à Guédiawaye et comme on, les actions qu'on a mené là-dessus?

R - En fait, Guédiawaye est une zone très particulière, parce que c'est une zone qui est issue des expulsions des années 70. La population de Guédiawaye a été installée dans les années 70 au centre de la ville de Dakar. L'État sénégalais, en rapport avec l'émergence d'une nouvelle classe petite-bourgeoise, notamment d'une élite politique, a estimé nécessaire de déplacer les populations les plus pauvres vers la banlieue de Dakar. Guédiawaye est née en ce mouvement-là. Mais parallèlement à ce mouvement aussi, les années 70 ont correspondu à des années où en fait il y a eu une forte sécheresse au Sénégal. Les paysans, en quête de meilleures conditions de vie, sont déplacés vers Dakar et beaucoup de paysans sont installés dans Guédiawaye. Du coup on a, à ce niveau-là, une transposition de deux types de mode de vie: un mode de vie rural, qui s'est incrusté dans un mode de vie urbain. Particulièrement à Guédiawaye on est, en fait, à une zone péri-urbain. Et un des constats qu'on a faits, Guédiawaye est une zone très mal aboutie en termes d'équipements et d'infra-structure de base. Peu d'écoles, peu de dispensaires, l'accès à l'eau potable était extrêmement difficile, mais malgré tout cela, ces problèmes, les populations ont essayé de s'organiser pour répondre à ces difficultés sans faire appel à l'État. Elles sont organisées pour construire leurs propres écoles, elles sont organisées pour construire leurs propres dispensaires, elles sont organisées pour aménager la ville, sans aucune intervention de l'État. Et nous nous sommes dits, moi et quelques amis militants associatifs, que les populations ont une capacité à créer des alternatives. Du coup, on a créé le Cerpac, qui s'appuie sur la capacité des populations à créer des alternatives pour les transformer, en effet, une alternative consciente des réponses populaires par rapport à la crise de la ville au Sénégal. Voilà fondamentalement un des rôles que le Cerpac joue dans ces dimensions-là. Et ça nous le jouons en mettant en place un certain nombre de moyens. Nous sommes convaincus d'une chose: c'est en se mettant en réseau que les populations parviendront ensemble à construire des objectifs cohérents. Le Cerpac offre un espace de mise en réseau. À l'échelle locale. Mais aussi nous sommes convaincus d'une chose: les solutions à la crise urbaine au Sénégal sont aussi mondiales. Et aussi les réponses, elles sont mondiales, parce qu'ailleurs dans les pays du monde les populations répondent à la crise en concevant du nouveau. Souvent je dis à nos amis sénégalais: "Il est bien que vous avez la réponse locale, mais aussi articulons-le avec les réponses internationales". Parce que quand fait la crise des villes africaines est fondamentalement liée à la crise du système économique, parce que autant cette économie s'est mondialisée, autant la misère s'est mondialisée, autant en créant une connexion avec des mouvements internationaux, on peut apporter une réponse internationale qui aura un impact certain sur la crise locale. Et souvent au Cerpac nous visualisons des expériences qui viennent d'ailleurs. Il nous est arrivé parfois de montrer comment les amis Mexicains ou Brésiliens répondent à la crise du logement par l'auto-construction populaire. Il nous est arrivé parfois de montrer comment ailleurs dans le monde des populations à travers des budgets participatifs participent à l'élaboration de la chose publique, participent au contrôle de la chose publique. C'est un mouvement permanent d'échange d'expériences internes et externes qui, en fait, est à l'origine du Cerpac. Mais, aujourd'hui, nous allons organiser avec l'Alliance Internationale des Habitants et d'autres mouvements sociaux l'Assemblée Mondiale des Habitants. Pour nous cette Assemblée Mondiale des Habitants n'est pas un fait en soi. Elle n'est qu'une étape dans un long processus pour construire une parole mondiale des habitants intelligible, cela fondamentalement. Parce que la crise mondiale demande qu'on a des réponses locales, mais aussi des réponses à l'échelle mondiale. Le marché s'est mondialisé, le capital s'est mondialisé, les démarches sont mondialisées. Les réponses des mouvements sociaux doivent être des réponses à la hauteur avec des réponses qui sont mondiales. Car nous disons, construire la parole des habitants, c'est mettre en place des instruments qui le permettent. Parce que moi, je suis convaincu d'une chose: je ne crois pas à une démocratie que ne fût née que de ces instruments. Parce que tous les acteurs n'ont pas les mêmes modes d'expression. Autant certains peuvent s'exprimer par écrit, autant d'autres peuvent le faire par oral, autant d'autres peuvent le faire par l'image. On doit trouver des palettes d'outils pour avoir une réponse mondiale des habitants. Ça veut dire aussi avoir un mode de pensée très ouvert, ne pas avoir des catégories. L'Assemblée Mondiale des Habitants ne doit pas être une assemblée des techniciens, c'est des partenaires, elle est fondamentalement l'assemblée des mouvements sociaux urbains de base. Et là il ne faut absolument avoir des instruments pour construire les paroles. Ça veut dire que c'est aussi accepter de comprendre l'imaginaire. L'imaginaire d'un intellectuel sénégalais occidentalisé n'est pas la même que celle d'un mi-lettré associatif de banlieue. On devra coupler ces imaginaires-là pour arriver à construire ces paroles citoyennes internationales.

P - Sidiki, quel est-ce que tu as amené, au début, à simplifier dans ce type de lutte de travail de construction sociale de l'habitat?

R - J'ai comme une histoire assez, assez complexe. Je suis issu d'une famille d'origine rurale. Mes parents viennent du nord du Sénégal. Mon père est un autodidacte. Très jeune il s'est installé à Dakar. Il a eu un travail dans une librairie, en tant que garçon de course. Mais à force de conviction il a amélioré son niveau intellectuel, il a étudié, il a lu à travers les livres et finalement il est devenu gérant de la librairie. De garçon de course, il passe à gérer la librairie. Et aussi mon père a tenu à maintenir une double éducation, à avoir une éducation urbaine et aussi à avoir un pied dans le monde rural. Notre maison était une maison qui recevait tous nos cousins qui venaient des villages. Ils venaient à Dakar pour travailler, pour faire, pour être des cirqueurs, faire des petits commerces et mon père a tenu à ce qu'on habite dans le même espace dans les mêmes chambres. On s'est dit: "Moi, je suis intellectuel, je suis urbain, lui, il est rural, donc, je suis supérieur". Mon père s'est battu pour qu'on n'ait pas ce type de sensationnalisme. Il nous a mis en rapport avec ces nos cousins ruraux qui faisaient des petits métiers. Il avait sacré en moi de manière inconsciente vraiment un sentiment d'ouverture vis-à-vis au monde. Je me rappelle, c'est à l'âge de 12 ans que j'ai commencé à organiser des cours d'alphabétisation chez moi pour mes cousins qui étaient des ruraux. Et après, ça continue. J'ai créé avec des amis à l'âge de 15 ans une association de village, parce que dans les années 70, il y avait une tendance: les jeunes élèves avaient leurs propres groupes d'élèves. Les autres qui n'étaient pas élèves étaient mis en marche. Nous, on a des groupes, moi et mon frère: "Écoutez, le groupe d'élèves ne nous intéresse pas, ce qui nous intéresse, en reste, c'est le groupe des gens qui ne savent pas lire, des petits paysans qui ne savent pas lire". En fait, dès là on a continué à travailler avec eux, à organiser des séances de formation, d'alphabétisation, peut-être à évoluer, on a réussi même à créer des associations, on a parvenu à faire du théâtre éducatif, du théâtre populaire, on a continué à faire des investissements immenses, à faire des discussions sur les conditions terrain des villages. C'est en fait tout ça qui m'a amené vers les réseaux des habitants. Parce que quand fait il y avait un moment où je me suis demandé: "Attends, mais Sidiki, quel est-ce qui se passe?" En réalité, depuis l'âge de 15 ans, tout mon combat a été le combat pour que les habitants, pour que les pauvres aient accès à la parole.

Vraiment, ça a été une permanence dans mon activité. Mais ça en tout cas, je m'en suis rendu compte ultérieurement. Et du coup bon, c'est cela en fait qui m'a amené au Cerpac, étant dans un milieu urbain, étant dans une péri-urbaine, c'est à dire, mi-rurale, mi-urbaine. L'ouverture au plan international m'a permis d'avoir des contacts avec beaucoup de camarades qui ont plein d'expérience. Comme moi j'ai recueilli avec d'autres qui étaient avec moi, qu'on a essayé de réinvestir dans d'autres pays à fin de faire avancer les mouvements sociaux au Sénégal. Voilà un peu mon cursus en termes d'histoire.

P - Et comment on est arrivé à constituer Cerpac? Qui participe, comment on l'organise?

R - Cerpac est un réseau qui a en fait une centaine de militants. On souvent travaille sur des thématiques très particulières et le gens qui travaillent avec nous ne sont pas forcément du Cerpac. On fait converger les associations, dans un espace, nous avons travaillé beaucoup à l'espace. Et, on s'est rendu compte là en Afrique, un des grands problèmes c'est que les gens souvent discutent du contenant avant de discuter du contenu. Très souvent on dit: "Ouais, on crée une association, qui est président? Qui est secrétaire? Qui est trésorier?". Dès qu'on l'a fait, c'est en fait des conflits de chefs qui apparaissent. Notre expérience dans les milieux altermondialistes nous a énormément aidé. Effectivement, nous faisons converger l'association vers l'espace, sur les thématiques particulières, on discute. Mais nous n'avons pas de gros bailleurs de fonds. Souvent avec nous, nous autofinçons nos activités. On a eu la chance d'avoir des amis qui sont des constructeurs, mais qui aussi sont des militants, qui sont dans les milieux sociaux, parce que ça correspondait à leurs visions politiques. C'est à dire, redonner de la parole aux pauvres. C'est tout un programme. Parce que effectivement, si on changeait le monde, on redonne la parole aux pauvres. En fait, donc là, ces amis ont accepté, chaque fois qu'ils ont des travaux de concertation de donner 10% de leurs actions, de leur argent, pour le Cerpac. Parce que nous ne voulons pas avoir des contraintes politiques dans les démarches. Et deuxièmement nous avons des convictions. Il y a des financements auxquels nous ne poussons pas par option politique. C'est à dire, en Afrique, il y a toutes les enveloppes financières dévolues par les bailleurs de fonds sur la lutte contre la pauvreté. C'est de l'argent de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale ou du FMI, de l'Usaid, qui crée des petits micro-projets pour lutter contre la pauvreté. Pour nous, ça ne sera pas en créant des petits micro-crédits, en créant des petits boulots sans perspective de lendemain, qu'on va lutter contre la pauvreté. Par ailleurs, au moment où il le font, au même moment, les mêmes bailleurs de fonds demandent à l'État de privatiser l'eau, ils le demandent de privatiser l'éducation, la santé, nous disons avec les militants anti-néolibérales: "On ne peut pas se mettre dans cette politique-là, dans ces financements-là, ça ne nous intéresse pas". Ça ne nous intéresse pas du tout, parce qu'on a vraiment en fait, dit que l'argent n'a pas d'odeur; si, l'argent a une odeur, une odeur et une saveur, et il y a en fait des fonds de financement auxquels nous ne touchons pas.

P - Et c'est lequel ton apprentissage personnel à travers de cette expérience? Quest-ce que tu as appris à travers l'expérience avec Cerpac?

R - Avec l'expérience ce que j'ai appris, c'est une chose: c'est un travail au quotidien. Un travail de remise en cause permanente. C'est à dire, par notre formation, par une manière d'agir, pour un peu, on peut capturer la parole des habitants. C'est très facile. Du coup, en fait, on s'est dit, en fait, c'est en fait en nous mettant au sein des populations qu'on accomplit souvent à se rectifier, à interroger nos pratiques. Et surtout à éviter le slogan. Moi, j'ai horreur du slogan. Quand on dit qu'on veut faire ça, c'est à dire, donner la parole aux habitants, on est dans le slogan. Mais quand on le dit, par exemple: "oui, je donne la parole aux habitants, voilà comment je vais les prendre et comment je vais le faire, voilà mes outils, voilà ma méthode, voilà mes instruments". Là on a fait de la construite durable. Un autre élément d'histoire c'est que nous fait les outils et la méthode doivent être en permanence confrontés à la réalité pour être améliorés. C'est en fait éviter de dogmatisme, méthodologique et de dogmatisme instrumental. Quatrième aspect, c'est faire attention à la manipulation. On peut se convaincre avec des habitants, mais en ayant des démarches qui en réalité sont en fait des démarches manipulatoires. Souvent de manière devenue inconsciente.

P - Est-ce que tu as des souvenirs des journées, des événements très marquants, très, disons, importants dans la vie de Cerpac, de ce qu'on a abouti même à faire?

R - Absolument. Par exemple, ce qui nous a étonné un peu ce sont moins les actions que comme nous les faisons. Nous avons un objectif. On a fait une expérience sur le budget participatif, c'est pour un peu créer une conscience citoyenne, un contrôle sur le budget de la municipalité et cela. Parce que ça aussi nous avons tenté à Guédiawaye en 2003. En fait, ce n'était pas un budget participatif, c'était vraiment, au moment, de créer un espace de communication entre la mairie et la population. Pour faciliter le dialogue, parce que quand même à l'époque la mairie et les populations étaient dans un conflit permanent, souvent un conflit qui peut-être était lié à la mauvaise administration du maire, c'est vrai, mais aussi un tant de fois aussi par les incompréhensions. On travaille avec beaucoup de milieux associatifs: les associations de femmes, associations d'éducation etc etc. Notre objectif en fait était d'avoir une gestion transparente du budget public. Beaucoup de femmes avec lesquelles nous avons travaillé, qui étaient là dans l'histoire de micro-crédit et autres, par un style de prise de conscience, par un style d'amélioration de nos connaissances, sont devenues présidentes d'associations de parents d'élèves. Certaines d'entre elles sont devenues présidentes de conseils d'administration de caisses de mutuel. Ça vraiment a été très agréable pour moi. En fait parfois tu fixes un objectif, mais souvent il faut faire attention aux effets induits. Si l'objectif que tu fixes, tu ne peux pas l'atteindre, tu peux avoir les effets induits.

P - Et que de démarches on a adopté chez Cerpac pour faire mémoire de ces luttes et aussi pour former les personnes à bien travailler ensemble?

R - On a des méthodes et des outils qui sont conformes à la nature de notre milieu. Nous sommes dans une zone très peuplée. Guédiawaye, 500 mille habitants, peu près 80 kilomètres carrés. Ça a indiqué une forte pression démographique. Nous sommes dans un milieu où la pauvreté est la chose la mieux partagée. Où les gens sont souvent dans les secteurs informels, dans ce qu'on appelle les communes populaires. En fait, souvent les gens sont analphabètes. Et troisièmement, j'appartiens à un pays qui a une forte culture orale. Au Sénégal, la parole, elle est dor. Souvent à l'occident on dit: "Qui ne dit rien, consent". Chez nous, c'est pas vrai. Ne rien dire peut correspondre à un refus. Il y a en fait un adage chez nous qui dit: "Si tu ne sais pas quoi dire, privilégie le silence". La parole, elle est très forte. Et nous avons un rapport à l'écrit qui est un rapport très complexe. Nous avons eu accès à l'écrit à travers le système colonial. Pour l'Afrique en général, l'écrit, c'est l'impôt, c'est la condamnation. Les gens ont un rapport très fié à l'écrit. En Afrique, même un intellectuel académique, il parle mieux qu'il écrit. On est vraiment dans un réseau où en fait la parole est très forte. Du coup bon, on a fait un système de confiance à travers la parole. Un système d'instruments et de transcriptions. Mais ce qui

est important, nous nous sommes dits que nous ne devons pas faire des habitants des objets de recherche. Nous devons en faire les acteurs de recherche, les habitants. Et souvent quand on a les interviews et qu'on transcrit, on les renvoie les paroles. Celui qui est constamment sur la pratique au quotidien sur le pragmatisme ce qui est construit au quotidien. En fait là, d'autres qui ont transcrit ce qu'il dit peuvent lui renvoyer et ce qu'il reçoit devient un espèce de connaissance, qui peut être réinjecté dans le futur. Ça c'est un instrument. Actuellement, on est à un niveau expérimental sur la vidéo. Nous, on n'a pas beaucoup avancé. Et là aussi, moi je crois, avec un budget, on pourra peut-être avancer ultérieurement.

P - Et vous avez quand même monté votre propre espace pour travailler les multimédias?

R - Ouais. Effectivement, nous avons notre propre espace, nous avons créé un style de centre qui nous permet de travailler le son mais aussi de travailler avec des artistes. Comme on est dans un milieu oral, les idées peuvent s'insuffler par écrit. Et aussi elles peuvent s'insuffler par oral à travers nos sons, aussi à travers la musique. Parce que la musique a le double d'avantages. Elle touche l'esprit et le cœur. Et la compréhension peut être extrêmement rapide. Dans Cerpac, nous avons mis en place un réseau d'artistes. On l'appelle l'espace culturel Alaa Innée. Alaa Innée est un terme pulaar [langue africaine] qui veut dire qui n'a pas de nom. Parce qu'en fait c'est un espace qui rassemble beaucoup d'artistes. Certains qui font la peinture et aussi des musiciens. On s'est dit: "Notre espace ne peut pas avoir de nom. Parce que c'est un espace ouvert". Et là l'espace culturel Alaa Innée. On a réussi, en travaillant avec des musiciens, à créer un CD audio qui s'appelle Xon, qui veut dire arc-en-ciel, parce qu'en fait le CD audio reflète les multiples styles musicaux qui ont été utilisés. Qui vont du RAP au folk, à la musique traditionnelle sénégalaise et aussi à la capella.

P - Est-ce que tu te rappelles une chanson de la musique qui est particulièrement appropriée pour parler, faire réfléchir sur la question de l'habitat?

R - Je me rappelle, il y a un chant qui s'appelle Fattàlikul, Rappelle-toi. "Rappelle-toi, c'est quelqu'un qui a marché du matin au soir, jusqu'à épuiser ses talons, les talons de ses pieds. Rappelle-toi, c'est quelqu'un qui a marché du matin au soir qui a reçu toute la brise maritime de Dakar. Rappelle-toi, c'est quelqu'un qui est mort de faim, sous les maisons, sous les hangars des casinos. Il est mort sans toit, il sera enterré dans un trou anonyme..."

P - C'est un chant en Français ou en Wolof?

R - C'est un Wolof. C'est en poème en Wolof.

P - Ah Tu veux le dire un Wolof?

R - Bon, je le dis. En Wolof, ça va être beaucoup plus difficile, parce qu'en fait, je me rappelle parce que c'est moi qui l'a traduit. C'est en fait un poème qui pose à la fois la problématique de la misère dans le but des luttes urbaines et aussi la problématique des sans toit. Il y a aussi une question, il est mort sous le hangar de casino, où on joue de l'argent. Il sera enterré dans un trou anonyme, personne ne s'en souviendra depuis. C'est vraiment un truc qui m'a énormément marqué. C'est un poème qui est très fort. Et là, ce qui est intéressant, est que ce poème date des années 70. Moi, j'y ai travaillé, avec ce poème. C'est en fait, dans les années 70, nous avons engagé un combat politique pour un renouveau de la culture sénégalaise. Le Sénégal était envahi par la culture occidentale. En un moment, on a agréé des militants politiques. On a dit, écoutez: "Si on veut libérer un peuple, on doit le réconcilier avec sa culture. Si on veut libérer un peuple, on doit promouvoir le droit d'usage de sa langue". En ce moment, on a créé ce qu'on a appelé à l'époque le Front Culturel Sénégalais, qui est un front de militants culturels alternatifs, qui écrivaient en Wolof, qui écrivaient des poèmes aussi parfois en Français, et qui créaient des poèmes et des chants qui appelaient à la révolte, à la lutte et aussi à l'organisation. Il y a eu une rupture dans les années 90, il y a eu une crise. Il y a eu l'émergence des rappeurs. Qui sont aussi des musiciens contestataires. On s'interroge là: "Pourquoi ne pas réussir ces milieux? Amener un texte montrant aux jeunes rappeurs qui contestent aujourd'hui qu'il y avait d'autres qui ont contesté hier". Voilà ce que nous, ce qu'on a fait à l'époque.

P - Quel message tu as pour les autres organisations, les mouvements sociaux de lutte pour l'habitat? Ça sera bien de rajouter.

R - D'accord. En fait, un des messages que j'appelle à tous les mouvements sociaux urbains de lutte, je leur dis une chose: le champ de luttes est tellement vaste qu'un seul mouvement ne peut pas en rendre compte. C'est pour dire que tous les mouvements sociaux ont leur place dans le champ de lutte. Personne ne peut avoir, personne ne doit avoir, une hégémonie sur les luttes urbaines. Moi, c'est ça ma concession à l'Assemblée Mondiale des Habitants. Nous irons avec ceux qui voudront aller avec nous. Ceux qui ne viendront pas avec nous ne sont pas nos ennemis. Ils sont sur d'autres champs, on va se retrouver peut-être, c'est d'autres champs qu'on va partager ensemble. Autre dimension, car nous disons: "nous voulons construire la parole des habitants", mettons en place les outils et la méthode adéquate pour la construire. L'Assemblée Mondiale n'est pas un fait en soi. C'est une étape dans un grand processus, qui sera permanent. Peut-être par étapes. Mais aussi, je dis aux amis qui ont beaucoup d'expérience, nous sommes primaires pour l'expérience. Et aussi je veux leur dire: il faut que les amis apprennent à écouter. Nous sommes dans un monde multi-culturel. Les habitants appartiennent à l'espace culturel, la maîtrise de l'interculturalité est un élément fondamental pour comprendre l'autre. C'est aussi la modestie de dire ce qu'on fait mais aussi de demander à l'autre de dire ce qu'il fait. Voilà vraiment quelques rappels que je voudrais faire.

P - Merci beaucoup.

[PDF do Depoimento Completo](#)